

Rapport des

RELATIONS EXTERIEURES

de l'ANEQ



9e Congrès (National)

15-16 avril 78

LES RELATIONS EXTERNES DE L'ANEQ

Dans le présent document, nous traçons le tableau des principaux champs d'intérêt qui se sont manifestés dans le cadre de nos relations externes avec d'autres organismes, tels que le milieu syndical, les autres associations étudiantes et les organismes socio-politiques.

Nous vous soumettrons par la suite, les recommandations du Conseil Central dans la poursuite de ces relations.

L'ANEQ et le mouvement syndical

Depuis sa fondation, l'Aneq a entretenu des relations avec le mouvement syndical; dès 1975, l'Aneq avait en effet des contacts dans le cadre du Front Commun. Mais, c'est véritablement depuis l'automne 1976, que ces relations ont été intensifiées.

La direction de l'époque en vue de redonner sa crédibilité à l'Aneq entreprenait une série de rencontres avec la direction des trois centrales (CEQ, CSN, et FTQ).

Ce sera au VI^e Congrès National que la CEQ déléguera une représentante pour adresser la parole à notre congrès. L'expérience reprendra au VII^e Congrès où encore la CEQ par le biais de son bureau national témoignait de sa solidarité aux luttes étudiantes.

Suite au congrès, la direction de l'Aneq tentera de convoquer les centrales à un colloque inter-centrales pour discuter ensemble du chômage et des actions qui pourraient être entreprises en commun. La CSN et la CEQ s'y montreront intéressées, mais le travail ne fut pas réellement poursuivi, pour diverses raisons, dans cette voie. Toutefois, les centrales

nous inviteront à adresser la parole aux syndicalistes réunis à Montréal à l'occasion du 14 octobre 1977.

Cependant, notons que des échanges ont eu lieu à divers niveaux depuis ce temps, soit à l'intérieur d'organismes (Tourbec, Comité de coordination du Festival et Année du Français), ou encore dans l'organisation d'événements comme la manifestation du 1er mai 1977, celle du 14 octobre ou bien celle du 16 décembre contre le bill 45.

Rappelons aussi qu'à notre VIIIe Congrès, le président de la CEQ, M. Yvon Charbonneau apportait le message de soutien à notre lutte pour la gratuité scolaire et contre le chômage de ses 85,000 membres; on recevait aussi alors un télégramme de Norbert Rodrigue au nom de la CSN.

Aujourd'hui, nous sommes à la veille du prochain front commun qui nous donne la possibilité d'insérer davantage notre action au sein du mouvement syndical sur les aspects communs de nos luttes. Nous croyons que c'est là, la possibilité de bâtir notre solidarité avec les travailleurs, de renouveler ensemble nos engagements pour une école de qualité et accessible et le progrès social. C'est ainsi que d'ailleurs, nous serons appelés à témoigner éventuellement un appui aux revendications du mouvement syndical. A cet effet, voici la proposition que le Conseil Central aimerait voir discuter par ce congrès:

A) Considérant que la lutte du mouvement étudiant s'inscrit dans le cadre d'une lutte plus globale;

B) Considérant que notre lutte ne saurait se mener en marge de celles qui se mènent par d'autres groupes, dont le mouvement syndical;

C) Considérant, entre autre, les orientations communes aux usagers de l'éducation et à ses travailleurs;

D) Considérant l'approche de la prochaine négociation du secteur public et para-public;

En conséquence, nous recommandons:

1. que des démarches soient entreprises auprès des organisations syndicales pour la création d'un comité de liaison dont le mandat serait défini après rencontres exploratoires;
2. qu'un rapport d'étape soit soumis en conseil central;
3. qu'un rapport final soit déposé au prochain congrès pour orientation définitive;
4. que le mandat soit la responsabilité de l'exécutif.

De plus, nous envisageons une collaboration très étroite sur des dossiers plus spécifiques tels la commission d'étude des universités, le livre vert de l'enseignement élémentaire et secondaire, le livre blanc de l'enseignement collégial (FNEQ, FEC) la condition féminine.

L'ANEQ et les autres associations étudiantes

- La National Union of Students (Canada anglais):

re: dossier paru dans le Québec Etudiant de décembre 1977.

Nous croyons que nos relations avec la National Union of Students du Canada anglais doivent être fondées sur la reconnaissance par celle-ci de notre association comme l'organisation nationale des étudiants du Québec et la reconnaissance de la nation du Québec et de son droit à l'auto-détermination, en somme une reconnaissance de ce que nous avons adopté comme position de principe à notre VIII^e congrès national.

A partir de cela seulement, nous pourrions songer à divers type de coopération établis sur un strict pied d'égalité. Cette coopération on ne peut le cacher, elle est aujourd'hui non seulement souhaitable mais de plus en plus nécessaire vis-à-vis la montée du chômage et la diminution des crédits attribués à l'éducation, dont une part provient du système de la péréquation versé par le gouvernement fédéral, même pour le Québec.

Malheureusement, la National Union of Students du Canada anglais n'a pas encore reconnu les positions de principe que nous lui soumettions à son dernier congrès (Calgary).

Nous devons demeurer ouverts au dialogue, mais nous n'avons absolument pas à faire de compromis sur les positions légitimes que nous avons adoptées. Toutefois, nous estimons qu'il est possible que dans un avenir rapproché les étudiants du Canada anglais visent à adopter ces positions. C'est pourquoi nous recommandons que l'Aneq soit présente au prochain congrès de la NUS pour réitérer notre position. Il faut ici comprendre que les médias au Canada anglais ne seront pas là pour défendre notre position et que les étudiants doivent la défendre eux-mêmes.

Si nous faisons, une telle démarche, c'est que nous croyons qu'elle est dans l'intérêt des étudiants du Québec dans la lutte pour des gains et pour la promotion de leurs droits comme composante de la nation du Québec.

A titre d'information, permettez-nous de mentionner que déjà au Canada anglais, de grands organismes comme le syndicat canadien de la fonction publique (230,000 membres), le syndicat des métallurgistes unis, le syndicat des travailleurs unis de l'automobile et le syndicat des ouvriers unis de l'électricité ont reconnu le droit du Québec à l'auto-détermination et nous permettent de croire que les étudiants du Canada anglais ne seront pas en reste.

- L'Union Internationale des Etudiants

C'est en janvier 1976 qu'ont débuté les relations avec l'UIE par une lettre du Conseil Central de l'Aneq demandant alors plus d'information sur l'organisation; à partir de ce moment nous avons été inscrits à leur liste d'envoi et avons reçu leurs publications: Etudiants du Monde, la

revue Démocratisation de l'enseignement et les divers bulletins continentaux (Afrique, Asie, Europe, Amérique Latine), leurs bulletins de solidarité (Chili, Palestine, Afrique du Sud) et leurs bulletins spécialisés sur les grandes questions de l'éducation.

A l'automne 76, le Conseil Central dans son bulletin d'Information commença à publier des articles paraissant dans ces bulletins pour informer les associations membres sur l'UIE et ses activités.

En Janvier 1977, un an après les premiers contacts, l'UIE invitait le Conseil Central de l'Aneq à déléguer un représentant à un séminaire portant sur les problèmes au Moyen-Orient, relié à l'établissement de la paix et au désarmement; ce séminaire se tenait à Tripoli en Lybie; Yves Mallette, secrétaire général alors, s'y rendit. Son rapport fut présenté au VIe congrès national à St-Jean. Notons qu'il fut également invité à poursuivre son itinéraire jusqu'en Guinée Bissau où se tenait un autre séminaire, portant cette fois sur les problèmes reliés à la décolonisation et à l'établissement d'un nouvel ordre économique international.

Au cours du mois de mai, l'UIE délégua deux représentants en Amérique du Nord qui vinrent rencontrer des représentants de l'Aneq à Québec (cf. rapport présenté au Conseil Central). On y traite entre autres des possibilités éventuelles de travail en commun. A l'été d'ailleurs, l'Aneq délégua Eric Devlin, actuel secrétaire général de la PEN, pour participer à un séminaire sur la presse étudiante qui se tient au Yémen démocratique (dans la péninsule arabe).

En juillet, le secrétaire général de l'Aneq, François Couture, se rendit à Dusseldorf (RFA) pour participer à un symposium sur le chômage et par la suite fut invité au siège de l'UIE à Prague (Tchécoslovaquie) pour rencontrer le président de l'Union et discuter des plans possibles de coopération. Un communiqué conjoint fut émis dans lequel l'Aneq déclarait vouloir informer au mieux les étudiants du Québec avant des engagements qui l'impliqueraient davantage.

Entre temps, des articles sur les activités des deux organismes ont paru dans leur revue respective (Etudiants du monde et le Québec Etudiant).

Les rencontres subséquentes sont survenues en janvier dernier. Michel Froget fut délégué par le Conseil Exécutif pour assister comme officier aux relations externes à une conférence des jeunes et des étudiants d'Europe pour le désarmement qui s'est tenue à Budapest en Hongrie et par la suite il s'est rendu à Prague où il y a eut de nouveau, rencontre avec le président de l'UIE en vue de faire le point sur les développements des relations entre l'UIE et l'Aneq, ce qui a conduit à une invitation faite à l'UIE pour assister au IXe Congrès National de l'ANEQ. Pareille invitation fut faite au VIIIe congrès, mais l'UIE tenait à pareille date son 121ème congrès auquel l'Aneq était d'ailleurs conviée.

Voici où en sont les choses après deux ans de relations. Quant aux recommandations de l'Aneq, elles seraient les suivantes. En premier lieu que les associations étudiantes reçoivent directement les publications de l'UIE afin d'avoir en mains les éléments pouvant conduire à une appréciation des activités de l'UIE, que nous continuions à participer aux séminaires de l'UIE afin d'apporter le point de vue de l'Aneq et retirer l'expérience de ses membres(UIE) et que s'amorce à partir du IXe ou Xe congrès une discussion sur les implications de nos rencontres avec l'UIE à savoir quelles positions nous devons prendre dans le futur face à cette union internationale qui regroupe la grande majorité des associations étudiantes.

Pour votre information, rappelons que l'Union Générale des Etudiants du Québec fut membre de l'UIE jusqu'à sa dissolution, que le Québec a droit à un siège national à l'UIE. Et que cette Union regroupe plus de 300 millions de membres à travers une centaine d'unions nationales.

Les autres unions nationales

(Union nationale des étudiants de France)

(Fédération des étudiants universitaires de l'Uruguay)

Depuis, près d'un an et demi maintenant, l'Aneq a sur sa liste d'envoi l'UNEF et lui fait parvenir ses publications. Malgré que nous ayons été depuis ce temps invités à participer à son congrès annuel, il nous fut impossible d'y participer faute de ressources financières. Lors de son dernier congrès, un message de solidarité fut envoyé cependant.

Dans le cadre des activités de l'UIE, le C.C. a fait parvenir des messages de solidarité et d'appui à la FEU de l'Uruguay. D'ailleurs lors de son voyage à Cuba, pour le compte du Comité de coordination du Québec, Daniel Pauquet a eu l'occasion de s'entretenir avec un représentant de la FEU siégeant aussi à la direction de l'Organisation Continentale Latino-Américaine des Etudiants (OCLAE) qui a lancé un appel à la solidarité des étudiants du Québec dans leur lutte contre le régime fasciste sévissant dans leur pays. Un article a ainsi suivi dans le Québec Etudiant.

Nous croyons qu'à travers le Québec Etudiant, nous aurons davantage cette responsabilité de révéler ses situations et informer les étudiants du Québec et les sensibiliser aux problèmes que vivent les étudiants dans d'autres pays. Cette solidarité, elle se fonde sur un esprit de justice et de compréhension de responsabilités humaines. C'est déjà une aide précieuse que nous apportons aux étudiants de l'Uruguay lorsque nos membres connaissent leurs problèmes et s'en solidarisent.

Un autre type d'activités fut de faire pression sur le gouvernement fédéral lors de la dernière réunion de la commission des droits de l'homme de l'ONU pour que le Canada dénonce la violation des droits de l'homme en Uruguay.

Nous croyons être en mesure, en sensibilisant les étudiants du Québec à ces atrocités, de renouer un jour avec la tradition du passé où on voyait dans les années soixante des milliers d'étudiants du Québec manifestés dans les rues de Montréal pour réclamer la fin de la guerre au Viet-nam et le retrait des troupes américaines.

Les associations anglophones du Québec

Hormis deux associations anglophones universitaires membres de notre association, la plupart d'entre elles sont, soit représentées dans le Regroupement des Associations Etudiantes Universitaires (RAEU): McGill et Bishop's) soit isolées comme St-Lawrence College de Québec ou encore rassemblées dans le caucus des associations étudiantes anglophones (CAPSS).

Nous croyons que les problèmes que vivent en général les étudiants anglophones au Québec et notamment les étudiants immigrants ou étrangers sont sensiblement les mêmes que les étudiants canadiens français (chômage, barrières financières à l'école). Il demeure pour autant vrai qu'elles ont des intérêts spécifiques (langue, culture, immigration).

En égard à ces problèmes communs, nous avons entrepris des démarches pour que le congrès bénéficie de la traduction et l'interprétation simultanée pour que la barrière de la langue ne soit pas un obstacle à des représentants étudiants venus y discuter des problèmes similaires. Ça c'est une mesure concrète.

Quant à l'autre, que nous vous proposons d'adopter, elle serait la création à l'intérieur de nos structures d'un caucus des associations anglophones, universitaires et collégiales dont le but serait de discuter des problèmes particuliers que rencontrent les étudiants anglophones au Québec au niveau de la culture, de la langue ou encore de l'immigration afin d'élaborer des positions de principe et des modes d'action à être adoptées en congrès. Nous croyons que cette démarche est franche et permettrait l'adhésion des associations étudiantes anglophones. Ce qui serait une contribution significative dans le travail de l'Aneq pour représenter tous les étudiants du Québec et qui permettra en dernier essor aux étudiants anglophones d'unir leurs voix à celles de leurs confrères canadiens français pour de meilleurs succès dans nos luttes.

Pour votre information, le Conseil Central de l'Aneq a entretenu des relations de façon sporadique avec les associations anglophones soit dans les conseils régionaux ou encore directement avec le CAPSS.

Par ailleurs une entente tacite et de principe entre la NUS et l'Aneq prévoit que les associations anglophones du Québec ne peuvent adhérer à la NUS, tout comme les associations francophones du Canada anglais ne peuvent adhérer à l'Aneq, ceci repose sur une reconnaissance tacite du caractère bi-national (territoire) du Canada.

Les organismes socio-politiques

Tourbec: depuis l'automne, un membre du Conseil Exécutif de l'Aneq, Michel Forget, siège au Conseil d'Administration de Tourbec.

Comme nous le savons tous, Tourbec fut mis sur pied par l'UGEQ, par la suite, elle devint une corporation sans but lucratif aux services des étudiants. Depuis quelques années Tourbec a changé sa vocation pour enfin desservir un très grand nombre de personnes et plus en particulier la jeunesse.

Tourbec réunit en ce moment plusieurs organismes à l'intérieur de son assemblée générale comme ANEQ, CSN, CEQ, FTQ, SUCO, Cyclo-Tourisme, etc. Dans le futur, une nouvelle politique de voyage sera discuter à l'intérieur des organismes membres, l'Aneq devra donc à ce moment-là, élaborer ses propres politiques pour contribuer au bon succès de Tourbec. En plus, une rencontre entre un membre du Conseil d'Administration et du Directeur Général de Tourbec est à prévoir afin de relier davantage les liens entre les deux organismes et favorisé une plus grande approche de l'ensemble des étudiants à cet organisme de voyage qu'est Tourbec. Enfin quelques détails techniques sur Tourbec à savoir qu'il est le seul organisme de voyage sans but lucratif, qu'il est le seul à posséder autant d'employés (près de 50),

qu'il est le seul en Amérique du Nord à reconnaître l'existence du syndicalisme dans ces rangs et que sa clientèle représente environ 40% d'étudiants et 60% de travailleurs pour le programme visant à faire connaître le Québec et sensiblement la même programme visant à faire connaître le Québec et sensiblement la même proportion pour le reste des programmes.

Comité de coordination du Québec: depuis janvier 1977, Daniel Pauquet représente l'Aneq au Comité de coordination du Québec pour le 111ème Festival mondial de la jeunesse et des étudiants.

A cet effet, les associations étudiantes ont reçu toute l'information nécessaire sur le Comité et également sur ses activités de promotion et d'organisation d'une délégation représentative du Québec au Festival.

Une résolution du C.C. prévoyait aussi que Michel Forget y siège pour représenter avec D. Pauquet, l'Aneq.

L'Aneq a droit à 15 sièges à l'intérieur du contingent québécois, le Conseil Central les a réparti de la façon suivante: 3 ex-officio du Conseil Exécutif (Daniel Pauquet, comme délégué au comité, le secrétaire général et l'officier aux relations externes élus au IXe congrès) et 2 délégués d'associations membres par région.

En plus de représenter le Québec, les délégués de l'Aneq pourront participer à divers ateliers dans le cadre du programme étudiant au Festival ainsi qu'aux autres activités.

Le comité de coordination du Québec devrait se transformer en comité permanent d'organisations de jeunesse et d'étudiants à la fin du Festival dans le but de mettre sur pied un comité de liaison entre toutes les organisations qui se sont impliqués au Québec et élargir le mouvement du Festival dans l'avenir, et même organiser un premier festival de la jeunesse et des étudiants du Québec dans un esprit de continuité des idéaux du Festival au Québec.

Conseil québécois de la Paix

Nos contacts avec le Conseil québécois de la paix se sont faits à l'intérieur du comité de coordination du Québec dans un premier temps. Mais récemment, nous invitons nos associations membres à participer à la conférence québécoise pour le désarmement organisée par le Conseil. Plus de 80 organisations y ont participé. Le Conseil Exécutif y était présent, ainsi que des représentants locaux de Ste-Foy, St-Jean et Ahuntsic.

Nous considérons d'importance les thèmes que sont la paix et le désarmement, c'est d'ailleurs pourquoi le Québec Etudiant y a publié un article pour sensibiliser les étudiants à ces questions. C'est une responsabilité de l'Aneq d'informer les étudiants sur ces questions afin de leur donner les éléments nécessaires à une prise de position ou encore un engagement individuel, ou collectif.

Année du Français

Nous avons participé aux premières réunions du Comité de l'Année du français visant à la promotion du français parlé et écrit au Québec. Cependant, nos initiatives ont été fort limitées. En premier lieu, le mandat était assumé par un membre du Conseil Central, Marc Hufty, qui a démissionné de ses fonctions. Le mandat a été par la suite confié à Philippe Chauveau (de Brébeuf) qui a également résigné de son poste. Nous recevons l'information mais le travail n'est pas fait de façon conséquente. Il est possible et souhaitable que le dossier soit confié à une personne qui pourrait l'assumer de façon conséquente par un membre d'un exécutif local.

Comité de liaison contre le racisme

Un comité de liaison contre le racisme verra le jour au mois de mai, à l'initiative de Monsieur Yvon Charbonneau de la Ceq, siégeant à la direction de EARFORD, un organisme international poursuivant un travail d'information et de sensibilisation contre le racisme et l'apartheid. Le Conseil Central de l'Aneq y a délégué Alain Lajoie, président de la Loyola Student Association (LSA). Le mouvement qui verra le jour vise à sensibiliser la population québécoise et entreprendre des actions de solidarité contre le racisme, et l'apartheid sous toutes ses formes. Nous recommandons notre adhésion à ce mouvement lors de son congrès de fondation.